

Une approche territoriale des risques

Julien Rebotier

▶ **To cite this version:**

Julien Rebotier. Une approche territoriale des risques : Un outil pour le chercheur, critique et réflexif. Géographie et cultures, 2012, 81, pp.77-90. halshs-00719896

HAL Id: halshs-00719896
https://shs.hal.science/halshs-00719896

Submitted on 23 Jul 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une approche territoriale des risques

Un outil pour le chercheur, critique et réflexif

Paradigme de la géographie, la notion de territoire fait l'objet de débats peu consensuels au sein de la communauté scientifique. Certains n'y voient rien qui pourrait ajouter à ce que recouvre déjà « l'espace géographique » (Lévy and Lussault 2003). Pour d'autres, ce sont la limite et la réduction du territoire à un espace circonscrit qui présentent des défauts rédhibitoires dans un monde fluide, complexe, et réinventé par la mondialisation, les circulations et échanges au tournant des 20ème et 21ème siècles (Piolle 1991; Badie 1995). Enfin, dans un numéro spécial des Cahiers Espaces-Temps au dossier intitulé « Les apories du territoire. Espaces, couper / coller », une axiomatique touffue vise à dépasser la contradiction pointée dans l'analyse géographique entre territoires et réseaux (Lévy 1993).

Certes, là où la question nationale est un levier de l'ordre social (Thiesse 2001), les dérives idéologiques liées aux frontières dites naturelles ou à la réification de limites légitimant des groupes culturels jugés homogènes n'aident pas à faire du territoire une catégorie pertinente pour l'analyse géographique (Marchand 2010). En ces termes, le territoire est réduit à une acception moderniste, politico juridique, qui consiste à délimiter une portion d'espace bornée à l'intérieur de laquelle opère un pouvoir. Cette lecture peu dynamique qui identifie une autorité descendante et écrasante, sans code ni symbole, se retrouve dans la littérature anglo-saxonne (Sack 1986), au sein d'une géopolitique conservatrice (depuis Ratzel et l'espace vital à protéger et étendre) ou encore dans une sociologie wébérienne où l'Etat westphalien moderne assoit son autorité sur un territoire borné.

Nombre de critiques s'élèvent néanmoins contre cette réduction caricaturée de l'idée de territoire (Antonsich 2011). La géographie française a fourni un corpus théorique qui met l'accent sur des ressorts idéels et relationnels du territoire dans un contexte donné (Di Méo 1998; Jean and Calenge 2002), alors que la notion fait aussi débat au sein de la communauté anglo-saxonne (*Geopolitics* 2010). C'est en ligne avec le courant de géographie sociale que nous concevons le territoire comme une construction sociale, matérielle et idéelle, politique et culturelle, consolidée par l'histoire, qui correspond à un espace identifié, approprié, et caractérisé par des pratiques et des représentations (Jean and Calenge 2002; Antheaume and Giraut 2005; Biase de and Rossi 2006). La dimension politique est fortement articulée au contexte social et figure par exemple au titre des limites – contestables – de l'espace identifié, ou des différents discours et acteurs définissant une portion d'espace qui fait sens socialement – mais pas unanimement. Dans ce cadre, on se propose de concevoir le processus, les leviers et les stratégies de construction – la territorialisation – d'une notion complexe – le territoire – qui ne se limite pas à la seule dimension du bornage et de l'autorité mais qui recouvre nombre d'autres aspects.

On propose de souligner l'intérêt d'une telle définition du territoire à travers une approche de géographie sociale et politique des risques et de l'environnement dans le contexte de la mondialisation de la question environnementale. La mondialisation renvoie d'une part au bouclage planétaire des enjeux posés par le changement climatique, et d'autre part à la diffusion et à la généralisation d'un discours

hégémonique sur la nécessité d'agir, des institutions internationales aux échelles les plus locales. Il est fait l'hypothèse que la dimension territoriale des risques offre un éclairage contextualisé sur la diversité des logiques qui interviennent dans la production des défis sociaux environnementaux contemporains et plus largement de l'espace (Lefebvre, 2000). Si la mondialisation éprouve à juste titre l'idéologie territoriale – politico juridique – c'est à notre sens l'ouverture à la diversité et l'émergence de rationalités alternatives alors permises qui légitiment de mobiliser des ressorts culturels et relationnels fondamentaux. C'est pour leur double dimension politique et culturelle dans le cadre de la mondialisation de la question environnementale que la territorialisation des risques et les territoires de risques qui en découlent contribuent à une géographie sociale et politique des risques et de l'environnement.

Pour explorer ces positions plus avant, on reviendra dans une première partie sur la caractérisation de la mondialisation de l'environnement et des risques, dans les faits mais aussi en termes de pratique scientifique. On pourra alors souligner l'intérêt d'envisager les territoires de risques sous la forme d'une production, sociale et politique. Un deuxième grand temps permettra d'exposer quelques cas de territorialisation des risques, notamment à Caracas, et d'adopter un point de vue politique dans une société urbaine très inégalitaire. Un dernier point discutera brièvement la façon dont la mondialisation, sans invalider la notion de territoire, peut être l'occasion de mobiliser avec profit cette double dimension politique et culturelle dans un domaine qui s'impose à bien des agendas : celui des risques et de l'environnement.

La notion de territoire entre montée de la question environnementale et modernité en tension

Les préoccupations environnementales émergent au cours des années 1960 et 1970 en réaction à un modèle de développement prédateur et aux grands récits de la croissance et du développement. Le modernisme, *i.e.* la modernité pour ce qu'elle recouvre de progrès aveugle et de positivisme, est en butte aux contestations sociales de la deuxième moitié du 20ème siècle qui se cristallisent pour beaucoup autour de la question environnementale. Critique politique et revendications environnementaliste se conjuguent à une évolution des approches des risques en sciences sociales. Longtemps dominée par une approche technique et biophysique des catastrophes (Revet 2011), l'étude des risques se socialise d'une part dans la lignée de courants progressistes anglo-saxons et français qui placent les causalités des risques au sein des sociétés et non à l'extérieur, au sein d'un milieu apolitique (Copans 1975; Wisner 1976; Hewitt 1983; Blaikie and Brookfield 1987), et d'autre part à la suite de l'accent porté à la notion de vulnérabilité qui soutient que se sont les conditions particulières d'une société face aux aléas qui contribuent à produire des situations de risque (Fabiani and Theys 1987; Thouret and D'Ercole 1996; Wisner, Blaikie et al. 2004 [1994]; Becerra and Peltier 2009). C'est dans la ligne de cette approche sociale que nous adoptons une définition des risques comme construction sociale caractérisée par des conditions de vulnérabilité face à un événement potentiellement dommageable, et par des représentations (Garcia Acosta 2005). L'historienne et anthropologue García Acosta introduit une nuance culturelle d'importance dans les explications d'économie politique et structurantes des années 1970. Elle s'inscrit aux côtés d'autres auteurs pour souligner l'importance du régime du discours, du poids des représentations, des statuts sociaux ou des hiérarchies dans l'analyse des risques (Douglas 1992; Bankoff 2001; Oliver-Smith 2002). Ainsi les

risques ne sont pas qu'une situation de faits. Ils sont aussi fondamentalement ancrés dans une société, une signification, et des valeurs.

Dans la continuité de cet écho social donné à la question environnementale, le discours aujourd'hui invasif et omniprésent sur le changement environnemental se consolide institutionnellement à travers conférences et conventions internationales (de Stockholm, 1972 à Cancun, 2010). Il constitue scientifiquement et se mondialise au fil des années 1980, suivant l'approche des physiciens de l'atmosphère (Demeritt 2001) jusqu'à investir le haut de la plupart des agendas, tant médiatiques que scientifiques, politiques ou économiques. L'issue environnementale n'est dorénavant plus régionale (trou d'ozone, pluies acides, désertification) mais mondiale. La mondialisation de la question environnementale se traduit par son institutionnalisation (Revet 2009), par le caractère invasif d'un discours homogène dominant (Demeritt 2006; Füssel and Klein 2006) ou encore par la teneur des différents rapports du Groupe Intergouvernemental pour l'Etude du Climat. Alors que les rapports des années 1990 et début 2000 pointaient la nécessité d'atténuer (*mitigation*) le changement climatique en agissant notamment à l'échelle de la planète sur les émissions de gaz à effets de serre, le dernier rapport souligne le besoin de s'adapter, par le fonctionnement et l'organisation des sociétés, au changement environnemental global. Une telle mesure, si elle est motivée par des logiques environnementales planétaires, ne peut se décliner que localement, à grande échelle. En outre, en France, les dispositions des discours internationaux pour la lutte contre le changement environnemental se déclinent à l'échelle nationale puis régionale, dans le cadre du Grenelle 2 de l'environnement. A l'horizon 2012, la plupart des collectivités territoriales seront dans l'obligation d'adopter des stratégies d'adaptations.

On voit comment la question environnementale qui monte en puissance dans la deuxième moitié du 20ème siècle, se mondialise et se réalise de manière différenciée au sein des territoires. De fait, dans l'équation du risque qui consiste à rapprocher des conditions de vulnérabilité et un événement potentiellement dommageable, il s'avère que la simple production de territoire influence le risque par le biais d'enjeux matériels ou idéels exposés à une destruction potentielle, ou du fait d'un mauvais découpage politico institutionnel pour la gestion des risques (Rebotier 2008). En retour, les risques alors socialement produits contribuent à façonner les territoires dans la mesure où ils pèsent sur des pratiques territoriales, sur des symboles ou même des stigmates attachés aux lieux et aux populations qui les occupent (Douglas 2001 [1967]). En ce sens risques et territoires, comme deux processus de construction sociale, peuvent être étroitement mêlés, à la fois causes et produits mutuels.

Comme deux constructions sociales, risques et territoires portent la marque d'évolutions épistémologiques plus larges en lien avec l'intensification de la mondialisation dans la deuxième moitié du 20ème siècle, ainsi qu'avec l'approfondissement des recompositions dont la modernité fait l'objet (Giddens 1994 [1991]; Beck 2003 [1986]). Alors que l'ordre d'un monde bipolaire depuis la deuxième guerre mondiale se recompose, ce sont les certitudes et les grands récits modernistes qui entrent en crise (Latour 1994), comme la croyance dans le développement (Rist 1996) ou la référence jusque là jugée nécessaire aux causalités linéaires et objectives (Demeritt 2006; Rayner 2006). Les risques, d'une part, font l'objet d'une attention croissante et servent une certaine réflexivité sur le rôle des sociétés et de leur fonctionnement dans le devenir de la question environnementale aussi entendue comme question politique (Ullman 1983; Godard, Henry et al. 2002; Beck 2003 [1986]). Les

territoires peuvent d'autre part constituer pour l'étude des risques un angle d'analyse qui tienne ensemble une entrée éminemment politique, qui a trait aux rapports de domination et aux inégalités, ainsi qu'une entrée culturelle, exacerbée par le tournant d'une modernité en tension du fait de la prise en compte d'autres ressorts que les seuls rapports de production ou de redistribution, d'une plus grande place ménagée au sujet dans une analyse traditionnellement structurante ou même de l'attention portée aux conditions de production du savoir. Dans ce cadre d'une mondialisation intense, de nouvelles questions posées autour du genre, de la culture, des symboles, ou encore de la valorisation de la diversité et de la mise en avant de rationalités, la double dimension politique et culturelle des territoires peut mettre en évidence des problématiques et des logiques d'importance dans la production des situations de risque aujourd'hui.

Pour autant, certains ont déjà mis l'accent sur les liens entre risques et territoires, chaque fois en mettant en avant une acception différente de territoire. André Dauphiné ne mentionne par exemple que dans la troisième partie de son chapitre « « des aspects territoriaux, mais propres à une lecture fonctionnelle du territoire. Il s'agit de juger du potentiel perturbateur des risques en termes de « désorganisation territoriale ». Les deux premières parties concernent le paradigme spatial en lien avec la répartition, la localisation, la taille et la forme des catastrophes. Pour aller contre une lecture fonctionnaliste du territoire, Valérie November oppose une discussion épistémologique sur les liens entre risques et territoires, et dénonce une objectivation trop importante de risques réduits à une mesure ou à des chiffres. Dans un accès moderniste, c'est le lien avec le territoire qui est perdu. Pourtant, ce lien est pourtant constitutif d'une lecture des risques. L'auteur associe le risque au territoire comme inséré dans un vaste processus de traductions qui lui donnent sens. Son travail épistémologique vise à permettre l'émergence d'une relation globale entre risque et territoire, en s'appuyant sur une lecture complexe de territoire (politique et culturelle) en liens multiples avec les risques (November 2002). Dans son ouvrage clé en géographie francophone sur les risques, Patrick Pigeon associe indirectement l'idée de territoire à la construction des situations de risque à travers la notion d'héritage des formes de peuplement (Pigeon 2005): 142). En outre, il met largement l'accent sur la dimension politique des territoires et de leur gestion, notamment dans la gestion des risques, en soulignant que les rapports de pouvoir sont constitutifs des risques, et n'en sont pas extérieurs : « toute mesure politique aboutit à déplacer, à transformer les risques » (Pigeon 2005) : 170). Il est du reste évident que les documents règlementaires de la législation française, produits d'expertises et de mesures, modernes entre tous, sont le produit de négociations farouches entre acteurs locaux (Martin, Ansel et al. 2010). L'aspect politique des territoires de risque est fondamental, dans les logiques de leur identification et de leur gestion, mais aussi dans la façon dont on peut les mobiliser comme raison légitime et difficile à contester pour justifier l'action (Bezunesh 2002). Mais en complément des contingences politiques qu'impliquent les territoires dans la définition des risques, ou encore de leur instrumentalisation potentielle, la dimension plus culturelle et symbolique des territoires est aussi présente au sein des approches de géographes. En choisissant une posture de construction sociale pour définir les risques (Garcia Acosta 2005), on souhaite mettre l'accent sur l'importance de cerner des faits tout autant que du sens, et sur le pouvoir performatif des discours sur les risques et l'environnement qui parfois font exister les choses désignées (Latham and McCormack 2004). Si l'étude des risques et des catastrophes, dans leur matérialité, et l'étude des représentations que l'on en a sont deux objets d'étude différents (Coanus and Pérouse

2006), ils n'en restent pas moins deux aspects d'une même réalité sociale très difficile à distinguer, et que l'on souhaite rassembler à travers la notion de territoires de risque.

Ainsi, à la faveur d'une recomposition des lignes épistémologiques concernant l'approche des risques en géographie, nous souhaitons mettre l'accent, au travers de leur dimension territoriale, sur les risques comme production à la fois matérielle et idéelle d'une portion de l'espace. Dans le contexte de discours hégémoniques sur les risques et l'environnement, les territoires de risques font l'objet d'enjeux de pouvoir incontournables, en lien avec le contrôle de l'espace et la sécurité, et mettent en jeu des rapports de domination, des inégalité sociales, mais aussi des différences de statuts et de hiérarchies.

Territorialiser pour contextualiser et politiser les risques

Suivant l'approche du risque comme construction sociale, c'est une posture constructiviste qui nous amène à considérer l'espace comme une production sociale (Lefebvre 2000 [1974]), contingente, propre à une société, mais aussi porteuse d'instrumentalisation, d'intentionnalités, de rapports de force et d'intérêts en fonction des acteurs en présence et de leurs relations. La multiplicité des facteurs qui interviennent dans la constitution des territoires (formalisée dans la figure 1) permet d'opérer un rapprochement avec la construction sociale des risques. C'est à travers la notion de territoire qu'on entre dans les conflits dont l'identification, les représentations et la gestion des risques font l'objet, non pas seulement à travers les logiques de sciences politiques ou en cherchant à caractériser des types culturels d'initiatives ou de négociations, mais en travaillant à partir de l'espace comme levier de l'action et comme manifestation des contingences sociales.

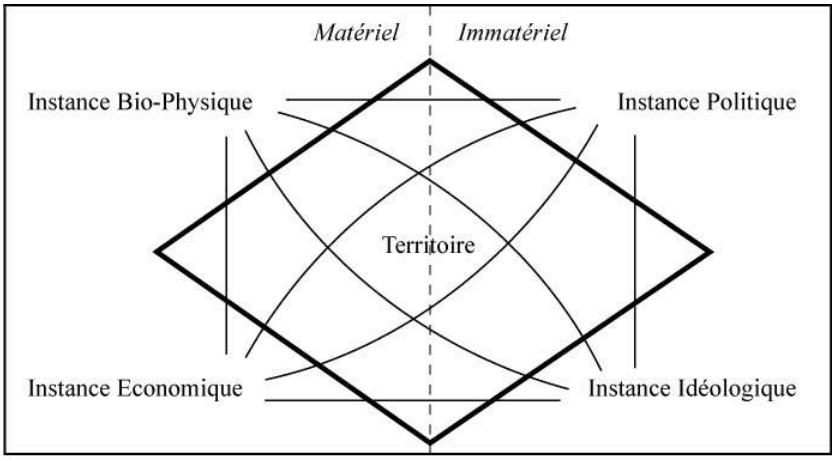


Figure 1 : Une lecture des ressorts territoriaux des risques
Source: Elaboration de l'auteur, d'après (Di Méo and Buléon 2005)

De fait, la territorialisation des risques est multiple. Elle peut répondre à des nécessités règlementaires où aux priorités d'un certain groupe d'acteurs (les experts) et pas d'autres (les habitants, ou les usagers). A ces caractères territoriaux multiples des risques, en fonction des acteurs, des intérêts, des problématiques ou des facteurs privilégiés, on relève la possibilité d'une intentionnalité de la territorialisation des risques qui ouvre la voie vers une instrumentalisation potentielle, et amène à sa politisation nécessaire. Dans le cadre d'un discours hégémonique sur les risques et l'environnement des échelles globale à locale, la force de légitimation dissimule des mécanismes et des logiques cachés qui, sous couvert de cause environnementale

unanime, motive en réalité l'action, la stigmatisation, la réglementation, le contrôle ou la gestion des territoires. La territorialisation des risques constitue un processus « créateur », qui contribue à façonner la réalité sociale, la nature des relations, le rapport au milieu, en recourant à des ressorts multiples, politiques bien sûr, mais aussi symboliques, culturels ou discursifs. Les territorialités multiples des risques correspondent à autant de stratégies d'acteurs et renvoient à la diversité et aux inégalités d'une société localement aux prises avec une question environnementale aujourd'hui mondialisée. On trouve des exemples d'une dimension résolument politique des territoires de risque (politico juridiques ou géopolitiques locaux) et des ressorts multiples de leur construction (critères culturels, fonctionnels, règlementaires ou encore représentations) dans le cas de Caracas. On se limitera par la suite à souligner la diversité des acteurs qui interviennent, leurs discours, leurs représentations et la dimension performative qu'ils recouvrent.

Au terme d'enquêtes de terrain menées dans le cadre de recherches doctorales à Caracas en 2005 sur les perceptions et représentations des risques parmi des secteurs populaires, les résultats se sont nettement distingués du discours dominant porté sur le risque dans la capitale vénézuélienne. La principale « préoccupation » des habitants semblait être l'insécurité urbaine d'après le traitement médiatique et les sondages d'opinion réguliers dont elle est l'objet, d'après les accents qui lui sont donnés dans l'arène politique, et en suivant le « discours du crime » le plus familier (Caldeira 2000). Pour autant, dans les secteurs populaires de l'ouest de Caracas les plus directement et massivement concernés par l'insécurité urbaine et particulièrement par la violence de sang (Briceño Leon, Avila et al. 2009), il s'avère que les « premières menaces auxquelles [les gens se sentent] confrontés » sont les filtrations et les glissements de terrain, suivies à égalité des inondations, des tremblements de terre et de la délinquance (Rebotier 2008). On trouve là des territorialités de risque alternatives aux territorialités dominantes mais qui se font difficilement entendre au moment de mettre en place des politiques publiques (Rebotier 2011).

Dans le cas de la gestion des risques environnementaux à Caracas, on sait combien le découpage politico territorial de la capitale et l'autonomie des différentes municipalités dans leurs politiques de risque constituent des entraves considérables à la coordination d'une politique efficace à l'échelle de l'agglomération. Les tensions politiques et le contexte politico juridique ont poussé l'absurdité au point de commander à la coopération japonaise JICA une étude de trois types d'aléas naturels, mais qui ne porte que sur les deux tiers de l'agglomération de Caracas (figure 2).

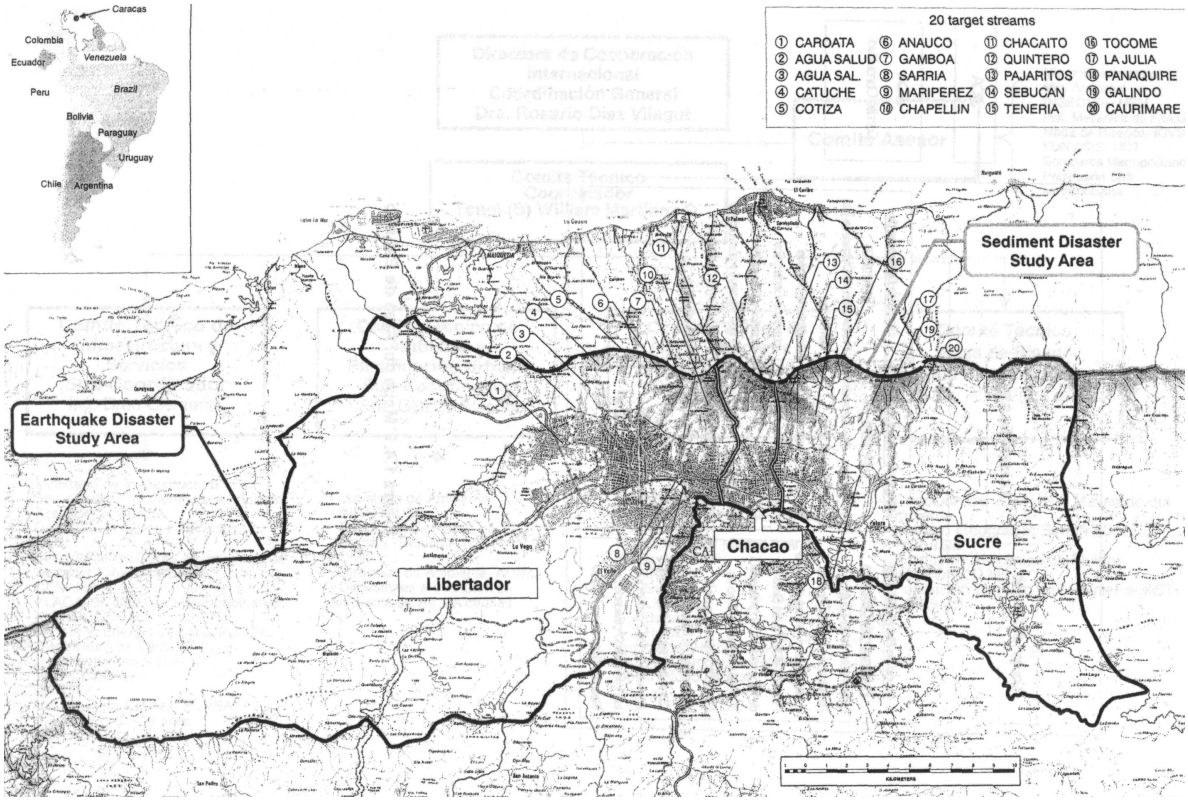


Figure 2 : Aire d'étude sélective de la coopération japonaise JICA au nord de l'agglomération de Caracas

Source : (JICA 2004)

Les raisons de ce découpage territorial pour l'étude de certains risques (le travail de JICA est complété par des études de vulnérabilités menées par l'ONG SOCSAL) sont bien moins à chercher dans les caractéristiques du milieu ou dans les conditions de vulnérabilité, mais bien plus dans l'organisation et le fonctionnement d'une société inégalitaire et fortement conflictuelle (Rebotier 2008).

Il est même possible d'établir un lien entre le formatage des politiques publiques ou des sujets de recherche et le discours hégémonique mondialisé du changement environnemental, à contre-courant des priorités qui émergent du terrain. Au Brésil, des collègues chercheurs de l'Université de Sao Paolo s'interrogent sur les logiques de la politique publique de distributions de fonds pour la recherche. Il existe désormais pléthore d'opportunités pour étudier les impacts du changement environnemental dans les grandes villes brésiliennes, alors que d'autres types de risque font l'objet de très peu d'attention auprès des pouvoirs publics. Des problèmes urbains de fond, tels que les inégalités, le transport ou le logement ne semblent pas faire l'objet de priorité particulière (Lima and Nobre 2009). Pourtant, et pour paraphraser Ben Wisner, il y a pires choses que le changement climatique sur le terrain (Wisner 1999), ce qui donne lieu à des territorialisation des risques qui entrent en concurrence au moment de gérer et contrôler l'espace.

Le processus de territorialisation des risques constitue une arène d'observation de contentieux et de rapports de force au sein de la société. Les différentes territorialités sont souvent en compétition, certaines permettent de légitimer l'intervention des pouvoirs publics sur l'espace urbain, sous la forme – renouvelée – d'un hygiénisme social (Hardy 2008) alors que d'autres, en s'affirmant, peuvent constituer des façons

d'exister pour certains acteurs traditionnellement marginalisés à l'heure où le local et la participation sont valorisés (Pelling 2003; Wisner 2006). Dans ces cas, la dimension critique relève autant de la dénaturalisation des catégories employées ou des situations décrites que de la capacité des territoires de risque à faire émerger des stratégies de résistance (Scott 1987). Pour ces stratégies, l'espace constitue un recours et même un levier pour l'action face à des processus de territorialisation dominants posés à l'échelle de l'Etat (Scott 1998) ou à de plus petites échelles encore, dans le cas de la « cause » environnementale (Demeritt 2001; Revet 2009).

L'idée de territoire et la pensée politique de l'environnement

Au-delà de communautés épistémiques et linguistiques différentes, la notion de territoire nous semble avoir toute sa place dans le contexte de mondialisation de la question environnementale, d'une part, d'un point de vue plus classique, pour la dimension politique et l'articulation d'échelle qu'elle recouvre (problématique de l'adaptation, circulation des discours, principes hégémoniques qui motivent localement l'action), d'autre part, en ligne avec les contributions de la géographie sociale francophone, pour la possibilité d'une approche contextuelle, constructiviste, multicritère et non sectorielle des risques. C'est bien l'idée de territoire, plus que la notion, que l'on retrouve dans d'autres contextes épistémiques ou linguistiques (Antonsich 2011). Dans un ouvrage récent et éclairant sur l'écologie politique, le nécessaire examen du local articulé à d'autres échelles apparaît sous la forme de *place* : « En deux mots, *places* sont des construits historiquement articulés à des processus spatiaux qui dépassent le local et pour lesquels l'extra-local est aussi déterminant que le local » (Biersack and Greenberg 2006). Ce souci d'une approche articulée à d'autres échelles est complété dans l'ouvrage par la mention régulière du rôle central du pouvoir dans l'analyse. L'acception politique d'une approche localisée des risques permet d'interroger radicalement les catégories du discours (Lewis and Kelman 2010). La notion de *situatedness* implique aussi la compréhension nécessaire d'enjeux locaux (Pain and Smith 2008) alors que l'importance d'une articulation locale, politique et culturelle de l'analyse géographique des risques a déjà fait l'objet de différentes conceptualisations avec la notion de *hazards as places* (Mitchell, Devine et al. 1989; Hewitt 1997) ou de *place-grounded approach* (Cutter 2006). Ces modèles d'interprétations font autant intervenir les aspects liés aux nécessités impérieuses des dynamiques biophysiques du milieu que les spécificités des sociétés, de leur organisation, leur fonctionnement ou leurs valeurs. En plus d'une ouverture et d'une politisation appelée des vœux de certains, l'approche des risques par leur dimension territoriale offre un regard englobant et articulé, sur un processus multicritère et non sectoriel de construction des risques dans le cadre de la mondialisation de la question environnementale.

Les territorialités de risque sont multiples. Les différents territoires de risque identifiés ne se limitent pas au tracé d'une ligne sur une carte à l'intérieur de laquelle un règlement ou une autorité s'appliquerait. Ils sont la marque de la diversité (et des inégalités) de la société, et constituent des leviers pour l'action. Ils présentent une forme, des limites et un contenu matériels, mais recouvrent aussi des significations, des symboles et des valeurs qui participent à la diversité du processus de territorialisation des risques. La géographie fait son miel d'une diversité matérielle, mais aussi politique et culturelle. Le mandat de la géographie comme science des interactions et de l'articulation, en particulier sur les thèmes de l'environnement et des risques légitime l'approche de la dimension territoriale comme étude des ressorts géographiques des

risques et de leurs implications dans et pour l'espace des sociétés (Demeritt 2009). L'analyse des territoires de risque telle qu'elle est exposée brièvement ici relève d'un type d'approche plus que d'une méthode mais permet de restituer les divers ressorts géographiques des risques tout en constituant l'espace à la fois comme un produit et comme un déterminant soumis incessamment aux tension de la mondialisation.

Bibliographie

Antheaume, B. and F. Giraut, Eds. (2005). Le territoire est mort, vive les territoires! Paris, Editions de l'IRD.

Antonsich, M. (2011). "Rethinking Territory." Progress in Human Geography **35**(3): 422-425.

Badie, B. (1995). La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect. Paris, Fayard.

Bankoff, G. (2001). "Rendering the world unsafe: 'vulnerability' as western discourse." Disasters **25**(10): 19-35.

Becerra, S. and A. Peltier, Eds. (2009). Risques et environnement: recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés. Paris, L'Harmattan.

Beck, U. (2003 [1986]). La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. Paris, Flammarion.

Bezunesh, T. (2002). "L'émergence du risque d'inondation à Addis-Abeba: pertinence d'une étude des dynamiques urbaines comme révélatrices d'un processus de vulnérabilisation." Annales de Géographie **627-628**: 614-636.

Biase de, A. and C. Rossi (2006). Chez nous, territoires et identités dans les mondes contemporains. Paris, Editions de la Villette.

Biersack, A. and J. Greenberg, Eds. (2006). Reimagining political ecology, Duke University Press.

Blaikie, P. and H. Brookfield (1987). Land degradation and society. London, Methuen.

Briceño Leon, R., O. Avila, et al. (2009). Inseguridad y violencia en Venezuela. Informe 2008. Caracas, Alfa.

Caldeira, T. (2000). City of walls. Crime, segregation and citizenship in São Paulo. Berkley, University of Calidornia Press.

Coanus, T. and J.-F. Pérouse (2006). Villes et risques, regards croisés sur quelques cités en danger. Paris, Anthropos.

Copans, J., Ed. (1975). Sécheresses et famines du Sahel. I : Ecologie, dénutrition, assistance. Paris, Maspero.

Cutter, S. L. (2006). Hazards, Vulnerability and Environmental Justice. London and Sterling, Earthscan.

Demeritt, D. (2001). "The construction of global warming and the politics of science." Annals of the Association of American Geographers **91**(2): 307-337.

Demeritt, D. (2006). "Science studies, climate change and the prospects for constructivist critique." Economy and society **35**(3): 453-479.

Demeritt, D. (2009). "Geography and the promise of integrative environmental research." Geoforum **40**(2): 127-129.

Di Méo, G. (1998). "Le territoire: un concept essentiel de la géographie sociale." Les documents de la MRSH **7**: 49-61.

Di Méo, G. and P. Buléon (2005). L'espace social. Paris, Armand Colin.

Douglas, M., Ed. (1992). Risk and blame. Essays in cultural theory. London and New York, Routledge.

Douglas, M. (2001 [1967]). De la souillure, essai sur les notions de pollution et de tabou. Paris, La Découverte.

Fabiani, J.-L. and J.-M. Theys (1987). La société vulnérable. Evaluer et maîtriser les risques. Paris, Presses de l'ENS.

Füssel, H.-M. and R. J. T. Klein (2006). "Climate change vulnerability assessments: an evolution of conceptual thinking." Climate change **75**: 301-329.

Garcia Acosta, V. (2005). "El riesgo como construccion social y la construccion social de riesgos." Desacatos **19**: 11-24.

Geopolitics, 2010, "Geopolitics Roundtable", Vol. 15(4): 752-784.

Giddens, A. (1994 [1991]). Les conséquences de la modernité. Paris, L'Harmattan.

Godard, O., C. Henry, et al. (2002). Traité des nouveaux risques. Paris, Gallimard.

Hardy, S. (2008). "Ciudad Sandino, marge urbaine en périphérie de Managua ?" Annales de Géographie **662**: 85-104.

Hewitt, K. (1983). Interpretations of calamity from the viewpoint of human ecology. Boston, Allen and Unwin.

Hewitt, K. (1997). Regions of risk: a geographical introduction to disasters, Addison Wesley Longman Harlow.

Jean, Y. and C. Calenge (2002). Lire les territoires. Tours, MSH.

JICA (2004). Estudio sobre el plan básico de prevención de desastres en el distrito metropolitano de Caracas en la República Bolivariana de Venezuela – Informe final (borrador), resumen, Agencia de Cooperación Internacional de Japón, Pacific Consultants Internacional – Oyo International Cooperation.

Latham, A. and D. McCormack (2004). "Moving cities: rethinking the materialities of human geographies." Progress in Human Geography **28**(6): 701-724.

Latour, B. (1994). Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique. Paris, La Découverte.

Lefebvre, H. (2000 [1974]). La production de l'espace. Paris, Anthropos.

Lévy, J. (1993). "A-t-on encore vraiment besoin du territoire?" Les Cahiers ESPACES-TEMPS **51-52**.

Lévy, J. and M. Lussault (2003). Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. Paris, Belin.

Lewis, J. and I. Kelman (2010). "Places, people and perpetuity: community capacities in ecologies of catastrophe." ACME: An International E-Journal for Critical Geographies **9**(2): 191-220.

Lima, J. and C. Nobre (2009). Mapping Vulnerability to Climate in Brazilian Megacities. Megacities: risk, vulnerability and sustainable development. UFZ. Leipzig.

Marchand, B. (2010). The concept of "territory" in French planning : An essay in dialectical analysis**:** 11.

Martin, B., R. Ansel, et al. (2010). "Territorialisation ou déterritorialisation du risque? Analyse comparative et critique de la procédure de réalisation des PPRNP." Riseo: risques études et observations **1**.

Mitchell, J. K., N. Devine, et al. (1989). "A contextual model of natural hazard." Geographical Review **89**(4): 391-409.

November, V. (2002). Les territoires du risque. Le risque comme objet de réflexion géographique. Berne, Peter Lang.

Oliver-Smith, A. (2002). Theorizing Disasters: Nature, Culture, Power,. Culture and Catastrophe: The Anthropology of Disaster. S. Susanna M. Hoffman and A. Oliver-Smith. Santa Fe, New Mexico, The School of American Research Press.

Pain, R. and S. Smith (2008). Geopolitics of fear, Ashgate.

Pelling, M. (2003). The vulnerability of cities. Natural disasters and social resilience. London, Earthscan.

Pigeon, P. (2005). Géographie critique des risques. Paris, Anthropos.

Piolle, X. (1991). "Proximités géographiques et lien social, de nouvelles formes de territorialité?" Espace géographique(4): 349-358.

Rayner, S. (2006). "What drive environmental policies?" Global Environmental Change **16**: 4-6.

Rebotier, J. (2008). Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine. Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine. Paris, Paris 3 - Sorbonne Nouvelle. **Doctorat:** 429.

Rebotier, J. (2011). "Politicizing fear of crime and insecurity in Caracas. The manufacturing of a fearful urban meta-narrative." Emotion, Space and Society **4**(2): 104-112.

Revet, S. (2009). Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ». Les Etudes du CERI. Paris, CERI - Sciences Po. **157**.

Revet, S. (2011). "Penser et affronter les désastres: un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales " Critique Internationale **52**(3): 157-173.

Rist, G. (1996). Le développement, histoire d'une croyance occidentale. Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.

Sack, R. D. (1986). Human territoriality: its theory and history. New York, Cambridge University Press.

Scott, J. (1987). Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance. New Heaven, Yale University Press.

Scott, J. C. (1998). Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed. Yale, Yale University Press.

Thiesse, A.-M. (2001). La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle. Paris, Seuil.

Thouret, J.-C. and R. D'Ercole (1996). "Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales." Cahiers des Sciences Humaines **96**(2): 407-422.

Ullman, R. (1983). "Redefining security." International Security **8**(1): 129-153.

Wisner, B. (1976). Man-Made Famine in Eastern Kenya: The interrelationship of Environment and Development. Brighton, England, Institute of Development Studies at the University of Sussex.

Wisner, B. (1999). There are worse things than earthquakes : hazard, vulnerability and mitigation capacity in greater Los Angeles Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition. J. K. Mitchell. Tokyo, New York, Paris, UNU.

Wisner, B. (2006). Self-assessment of coping capacity: Participatory, proactive and qualitative engagement of communities in their own risk management. Measuring vulnerability to natural hazards. Towards disaster resilient societies. J. Birkmann. Tokyo, New York, Paris, UNU-EHS**:** 316-328.

Wisner, B., P. Blaikie, et al., Eds. (2004 [1994]). At Risk, natural hazards, people's vulnerability and disasters. London, Routledge.